

**45 milliards pour la fourniture d'électricité au Mali:
La BOAD apporte l'oxygène à l'EDM!**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 03 AVRIL 2023

1319

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Session ordinaire d'avril du CNT

**Le Colonel Diaw invite les Maliens à
s'appropriier le projet de Constitution**



**Lutte contre le terrorisme : 20 bases détruites
et 168 terroristes neutralisés en mars 2023**



**Éducation aux valeurs olympiques : La 1^{ère}
session des jeunes participants a vécu !**



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

03 Avril
2023

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

66

Nouveaux cas confirmés

00

Nouveaux guéris

00

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

731 592 Vaccinations incomplètes

3 503 363 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

33 117

Guéris

32 288

Décès

743

dont 10 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.18



P.22



/ Une /



Session ordinaire d'avril du CNT : Le Colonel Diaw invite les Maliens à s'approprier le projet de Constitution

P.5

/ Brèves /



ASDAP : Dr Diakité Aïssata Kassa TRAORE prend la Présidence
7E conseil d'administration du FAIC : Toujours des difficultés à surmonter11
MTC-MSD : Ensemble pour un Mali uni et fort !
SATISFECIT : M. Yeah Samaké Niankoro"
Impôts, Douane, Domaines et Trésor : L'État reconnaissant...
Coopération sino-malienne : Quand une équipe médicale chinoise arrive dans un village malien...

P.11

P.11

P.12

P.12

P.13

P.13

/ Actualité /



Lutte contre le terrorisme : 20 bases détruites et 168 terroristes neutralisés en mars 2023
45 milliards pour la fourniture d'électricité au Mali : La BOAD apporte l'oxygène à l'EDM !
Éducation aux valeurs olympiques : La 1 ère session des jeunes participants a vécu !
Garde Nationale : Fin de formation des CAT 1 et 2 Ouvriers
Djibril Diallo, président de l'APVRM : « Il faut que le gouvernement fasse une bonne politique de gestion sur les ressources minérales. »

P.15

P.16

P.17

P.18

P.19

/ Politique /



Mis à terre par la Gouvernance chaotique : Le Mali se remet debout !
Prospective à l'horizon Mali 2020-2025 : Un tableau sombre

P.22

P.23

/ Culture & société /



Biennale artistique et culturelle du Mali : La prochaine édition se tiendra du 6 au 16 juillet 2023 à Mopti

P.26

/ International /



Afri'actu : La Russie, l'aubaine ?
Sénégal : La démocratie en souffrance

P.27

P.28

/ Sport /



Championnats nationaux d'Europe : Les résultats du week-end

P.29

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO

Madouwa Prestige

Organic Herbal Teas



Tisane Madouwa

SCAN FOR INFO



Pour Femme / For Women

Tisane Damou

Lutte contre la sècheresse vaginale, infections urinaires donne une odeur fraiche / Revered by African Community for reducing urinary track infections, promoting natural vaginal moisture and neutralizing undesirable oders.

Ingredients: Nep nep & gongoli, gloue de gerofle, et plante secrète / nep nep & gongoli, cloves, miscellaneous herbs native to Mali, Africa.



20 tea bags / 100% natural

New York - USA : +1347 538 6505 / Mali - Africa : +223 95 36 37 22

Email : madouwa2019@gmail.com - Site : madouwaprestige.com



Session ordinaire d'avril du CNT

Le Colonel Diaw invite les Maliens

à s'appropriier le projet de

Constitution

Le Président du Conseil National de Transition, le Colonel Malick Diaw a présidé la cérémonie d'ouverture de la session ordinaire CNT au CICB. C'était en présence du Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maiga, des membres du gouvernement et des ambassadeurs accrédités au Mali.

L'organe législatif de la transition est chargé de voter les lois de la république, de contrôler l'action gouvernementale, d'orienter, de suivre et d'évaluer la feuille de route de la Transition. La présente session est la 3^e que connaît le CNT depuis sa mise en place le 5 décembre 2020. Elle s'étendra sur

une période de 3 mois et compte déjà une trentaine de projets et de propositions de lois inscrit dans son tableau de saisine. D'autres dépôts viendront certainement enrichir le menu des travaux en cours de session. En tout état de cause, le Conseil National de Tradition reste disposé à examiner avec toute l'attention

et la diligence requise tout projet ou proposition de loi visant la réussite de la transition, le bon fonctionnement de l'État et l'amélioration de condition de vie des maliens. Dans ses propos liminaires, le Président du Conseil National de Transition, Colonel Malick Diaw a rappelé les maliens suivent de très près

les autorités de la transition, ils sculptent nos moindres faits et gestes, car espèrent toujours que le gouvernement comblera les attentes légitimes du peuple malien. Il a rassuré le chef du gouvernement de l'assurance du CNT. « **L'ouverture de cette session intervient à un moment où notre pays se cherche à se doter d'une nouvelle constitution. Nous avons suivi avec un intérêt particulier les travaux de la commission de finalisation du projet de Constitution de la république du Mali dont les résultats entérinés par le Président de la Transition ont été présentés aux forces vives de la nation ainsi qu'aux autorités et légitimités traditionnelles. Après plusieurs tentatives antérieures de modifications effectuées par les précédentes autorités, nous osons espérer fortement que celle-ci serait la bonne. Elle le sera surement au regard de son substrat tiré des conclusions des assises nationales de la refondation et surtout regard de son caractère inclusif tant prôné par le président de la transition lors des différentes étapes de son élaboration.** Nous invitons par conséquent toutes les forces vives du pays, toutes les couches sociopolitiques, tous les maliens de l'intérieur et ceux établis à l'extérieur à s'approprier le document et à participer activement et massivement au reste du processus de validation. Je veux parler du référendum Constitutionnel dont la nouvelle date sera bientôt fixée après concertation avec l'AIGE et tous les autres acteurs électoraux. Pour sa part, le CNT se fera l'agréable devoir d'accompagner le Président de la Transition et le gouvernement jusqu'au terme du processus. C'est-à-dire jusqu'à l'adoption de la nouvelle constitution consacra la 4^e république du Mali », a-t-il annoncé.

La gifle de Malick Diaw à la Cédéao !

Le Colonel Diaw n'a pas fait de cadeau à la Cédéao. Selon lui la Cédéao dotée d'une témérité hors norme est toujours en froid avec notre pays. « **En effet, l'issu de son sommet ex-**

traordinaire du 19 février 2023, la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Cédéao malgré toutes les démarches effectuées auparavant par le ministre des affaires étrangères du Mali, du Burkina Faso et de la Guinée a décidé de maintenir ses sanctions contre les 3 pays et d'imposer une interdiction de voyager aux membres du gouvernement et autres hauts fonctionnaires. Nous n'avons point besoin de microscope pour savoir que la finalité obscure de cette mesure est continuée à nuire gravement à nos Etats. Heureusement que nous sommes vaccinés contre le type de virus pire que la Covid-19 », a-t-il martelé.

S'agissant de l'évolution de la situation sécuritaire du Mali, le Président du Conseil National de Transition, le Colonel Malick Diaw estime que la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale restent toujours une préoccupation majeure. Nous notons toutes fois avec bonheur que les forces armées maliennes poursuivent allègrement leur rythme offensif contre les groupes armés terroristes.





« Nul doute les Famas ne laisseront aucun répit aux terroristes. Nous sommes sûrs que la victoire finale sera le nôtre », a-t-il poursuivi, avant de remercier les forces armées maliennes dans l'accomplissement de leur mission républicaine.

Des avancées énormes en matière de réformes !

Et de poursuivre que : Conduire une transition politique n'est jamais chose aisée. Cependant malgré les diverses turbulences de parcours que connaît notre pays, il y a lieu de reconnaître que la transition malienne évolue sereinement vers son objectif originel. Celui de refonder le Mali et redonner confiance aux maliens. Tête haute, marchant fièrement comme leurs ancêtres, les autorités de la transition

progresseront toujours courageusement et avec responsabilité vers ce but ultime qui toute leur action depuis les 18 août 2020. « Cette session ouvre après une intersection très laborieuse, mais très prolifique, marquée notamment par deux sessions extraordinaires. La première convoquée à la demande du gouvernement nous a permis d'adopter les textes relatifs à la réorganisation territoriale et d'apporter quelques modifications à la loi électorale, particulièrement le délai de mise en place des coordinations de l'AIGE, le vote par anticipation des forces armées et de sécurité, la prise en contact de la réorganisation territoriale dans l'organisation des élections ainsi que l'institution de la carte nationale biométrique sécurisée comme carte d'électeurs. Ces changements im-

portants effectués sur la loi électorale méritent d'être largement expliqués aux populations. Quant à la 2^e session extraordinaire, convoquée à notre propre initiative, a permis au CNT de parfaire son règlement intérieur en tenant compte particulièrement de l'arrivée des membres aditifs et de l'amélioration du fonctionnement de l'institution », a-t-il fait savoir

Le Colonel Malick Diaw a apostrophé ceux qui s'adonnent à la spéculation des produits de première nécessité dans les marchés pendant ce mois de ramadan. Enfin, il a salué les nombreux sacrifices des opérateurs économiques maliens.

■ Ibrahim Sanogo

FIGARO DU MALI



INPS -GAO : Le projet de cité INPS de la Coopérative de l'Habitat exposé aux agents 20 ans après sa création, la Coopérative de l'Habitat de l'INPS s'apprête à construire des logements décentes pour ses adhérents, y compris les retraités.

Cette décision de lancer le projet est consécutive à une adhésion massive du personnel INPS. Fort de ce constat, une délégation de la Coopérative conduite par son président est sur le terrain depuis plusieurs semaines. Après les régions du Sud, elle a rencontré le personnel de la direction régionale de Gao. C'était le lundi 27 mars 2023. Au cours des échanges avec le personnel, le président de la Coopérative, Modibo DANION et le consultant du projet Cité-INPS, M. Noumoumory SAKO ont projeté les différents types de villa, proposés par les trois entreprises de BTP retenues pour l'exécution du projet de construction. Des éclaircissements ont été, ensuite, donnés aux uns et aux autres sur le projet.

Pour le Directeur régional de l'INPS, Abdoul Aziz DIAKITÉ : « ce projet est une opportunité à saisir, une première dans l'histoire de l'INPS ». De sa création à nos jours soit 20 ans, la Coopérative de l'INPS a mis à la disposition des agents plus de mille six cent (1600) parcelles individuelles, réparties dans les zones stratégiques du District de Bamako.

Des sites existent dans certaines régions, notamment à Kayes, Sikasso, Ségou. Pour la région de Gao, les procédures d'acquisition des parcelles sont en cours. Idem pour Koulikoro.

Concernant les prix de cession des logements moyens standing, ils varient de 32 à 67 millions de francs CFA, selon les types de villas (F3, F4 et F5).

Services de Relations Publiques INPS
Adama Diarra



MALI KANU



Je comptais les heures tout comme vous pour entendre la version de Adama Kante car il m'avait rassuré qu'il va intervenir avant dimanche mais une fois de plus il dit qu'il n'est pas prêt pour intervenir à la demande de ses avocats.

Inchalla dans la semaine nous préparons une vidéo spéciale pour

édifier les Maliens sur l'affaire.
Restez connecté sur Mediatik TV
Mediatik Tv



Daouda Bakary Kone



Mali: 120 milliards FCFA dans la caisse de l'État sur le marché financier régional. Article sur croissance Afrique en ligne

Financial Afrik



Après avoir plongé dans le rouge depuis 2018, HF Group, spécialiste du financement hypothécaire au Kenya, bascule enfin dans le vert. En effet, le groupe a annoncé ce lundi 3 avril que son bénéfice net est passé à 265,5 millions de shillings (2 millions USD) l'an dernier, contre une perte de 682,75 millions de shillings (5,1 millions USD) en 2021.
#Alerte #HFGroup



Malikunafoni Øfficiel



Vérification de la gestion de la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT)

Des irrégularités financières s'élevant à 3 406 550 257 FCFA. La présente vérification financière a pour objet la gestion financière et comptable de la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT) au titre des exercices 2017, 2018, 2019 et 2020. Elle a pour objectif de s'assurer de la régularité et de la sincérité des opérations de recettes et de dépenses. Les travaux de vérification ont

porté sur le contrôle interne, la gouvernance des organes d'administration et de gestion, les comptes, les procédures d'acquisition des biens et services, les procédures de prêts et avances au personnel et aux cotonculteurs, la régularité du paiement des impôts et taxes et celle des indemnités aux membres.

Rappelons que la CMDT a été créée suite à un protocole d'accord en 1974 comme société anonyme d'économie mixte, et immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de Bamako sous le numéro MA.BKO.200.B224 en date du 22 juin 2001. Ses statuts ont été approuvés par l'Ordonnance n°6/CMLN du 05 février 1975. En plus, de la CMDT comprend quatre (4) filiales de production auxquelles sont rattachés des secteurs et un (1) office de classement : filiale Sud.SA de Sikasso, filiale Nord-Est.SA de Koutiala, filiale Centre.SA de Fana, filiale Ouest.SA de Kita et l'Office de Classement du Coton basé à Koutiala. Chaque filiale est dirigée par un Administrateur Général. Elle emploie 2020 agents permanents et pour la période sous revue, plus de 3 000 agents saisonniers pour les campagnes d'égre-nage et de commercialisation. Les ressources de la CMDT proviennent essentiellement de la vente du coton et de la graine. Le montant total des recettes de vente de la période sous revue s'élève à 1071,7 milliards de FCFA pour un montant total de dépenses représentant 1150 milliards de FCFA.

Irrégularités administratives :

En plus des irrégularités financières décelées, il a été constaté plusieurs irrégularités administratives en vue de la correction desquelles le Vérificateur Général, Monsieur Samba Alhamdou BABY a fait des recommandations. Ainsi, la CMDT doit respecter le plafond des réserves statutaires, tenir le registre de délibération des actionnaires, établir régulièrement le rapport de gestion, établir les comptes consolidés conformément à la réglementation comptable de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires, procéder à la régularisation des charges constatées d'avance conformément aux dispositions du droit comptable de l'OHADA, faire respecter les critères de capacité technique par des soumissionnaires et procéder à la mobilisation intégrale des cautions de bonne fin d'exécution.

Le PDG de la CMDT doit veiller à la nomination des Administrateurs généraux par l'Assemblée Générale des actionnaires. Les Administrateurs Généraux des filiales doivent tenir le registre de délibération, établir régulièrement le rapport de gestion, procéder la nomination des commissaires aux comptes, procéder à des inventaires exhaustifs des éléments du patrimoine, faire soutenir toutes leurs opérations par les pièces justificatives établies par elle-même et les faire retracer dans la comptabilité des filiales.

Irrégularités financières :

Vérificateur Général a dénoncé au Procureur de la république près le Tribunal de Grande Instance la Commune III du district de Bamako chargé du Pôle économique et financier les irrégularités relatives à la passation et au paiement irrégulier du marché n°70-2019/DA relatif à la fourniture de matériels informatiques complémentaires pour 16 182 000 FCFA, à la passation et au paiement du marché n°2-

2018/DA inéligible aux ressources de la CMDT relatif à la construction de salles de classes et de latrines à Soungoumba et Zangoussou pour 80 660 546 FCFA, à la minoration des pénalités de retard pour 82 333 300 FCFA, à la minoration des patentes au niveau de la Holding pour 201 411 547 et des filiales sud de Sikasso pour 622 430 947 et Nord-est de Koutiala pour 392 411 198 FCFA, à la minoration des droits de sortie du coton et de la contribution générale de solidarité pour 1 162 700 744 FCFA, à l'octroi irrégulier d'appuis financiers pour 259 597 412 FCFA, et aux prêts irrégulièrement accordés aux personnels de la CMDT et non remboursés pour 588 822 563 FCFA.



■ Fatima Walet Diallo



C'était pas un entrepreneur dans les faits, il partait dans les champs des jardiniers ou aviculteurs les donnant de l'argent en avance puis venir faire reportage en son propre nom.

Tout était planifier pour arnaquer les paisibles citoyens, il y'a des Camerounais et Ivoiriens derrières lui.





L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs, les cotisations que vous versez à l'INPS servent à payer les prestations aux quelles ont droit vos travailleurs.

20 70 51 75 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs, assurez les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité au travail en dotant votre personnel de moyens adéquats de protection individuels et collectifs.

20 70 51 71 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs ! faites vos déclarations de cotisations et assurez leur paiement régulier et à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités.

20 70 51 73 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs! la qualité des prestations servies par l'INPS dépend de la fourniture régulière des relevés nominatifs des salaires à bonne date.

20 70 51 74 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali

ASDAP : Dr Diakité Aïssata Kassa TRAORE prend la Présidence



Les expériences avérées de celle qui a fait ses preuves dans le domaine de la santé de la reproduction lui a valu aujourd'hui, la confiance de l'ensemble des administrateurs de l'Association de Soutien au Développement des Activités de Population (ASDAP) pour occuper le poste de Présidente. Oui, il s'agit bien de Dr Aïssata Kassa TRAORE, épouse Diakité plus connu sous le petit nom de « Assa PRADO » lié au projet phare « programme pour adolescent » qu'elle a géré avec brio.

La dame à la peau d'ébène, n'est plus à présenter aux maliens à travers son passage au ministère en charge de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille durant deux ans. ASDAP est une organisation malienne non gouvernementale avec au moins 28 ans d'expérience dans le domaine de la santé sexuelle et de la reproduction dans la prévention et la prise en charge du VIH/Sida, la nutrition et la sécurité alimentaire, du WASH et de la promotion et Protection des droits des Filles et des Femmes. Médecin engagée et passionnée pour la cause des femmes surtout celles en situation de vulnérabilité, elle passera près de deux décennies au service des femmes de Koutiala. Au regard de ces actions et de ce parcours éloquent, on peut aisément comprendre que le choix du chef de l'Etat, feu El Hadj Ibrahim Boubacar KEITA sur sa personne pour occuper le fauteuil de Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille n'était pas un hasard, mais plutôt bien mérité. Après l'obtention de son Bac, Aïcha s'envolera en 1988 pour Moscou (Ex URSS) où, elle y restera près d'une dizaine d'année pour ensuite sortir avec un doctorat en médecine de l'Université « Patrice Lumumba ». De retour au pays, elle va effectuer à plusieurs stages et formations.

Parlant couramment le français, le Russe, l'Anglais, le Bambara et le Peulh, Dr Diakité Aïssata Kassa Traoré a plusieurs fois occupé le poste de coordinatrice de plusieurs projets à Koutiala entre 1999- 2013 entre autre le Projet Programme des Adolescents (PRADO) de l'ONG ASDAP, le Projet genre et Développement de l'ambassade des USA à Koutiala, le projet l'UNICEF basé sur la communication pour le développement sur la santé de la reproduction, et les quatre gestes qui sauvent: le lavage des mains au savon, dormir sous moustiquaire, nutrition des en-

7E conseil d'administration du FAIC : Toujours des difficultés à surmonter



Au cours de la 7e session de leur Conseil d'administration, les administrateurs du Fonds d'appui à l'industrie cinématographique (FAIC) ont mis le doigt sur les préoccupations qui assaillent l'institution.

Les administrateurs du FAIC étaient réunis vendredi 31 mars 2023, pour la 7e session du Fonds d'appui à l'industrie cinématographique. Il s'agissait pour eux de faire le bilan sur l'ensemble des actions entreprises par la direction depuis le conseil d'administration du 14 octobre 2022, d'analyser la situation du Fonds d'Appui et de dégager des voies et moyen pour son développement.

Le bilan de l'exercice 2022, selon Diahara Sanogo, conseillère technique du département en charge de la Culture, qui a présidé la cérémonie, fait ressortir la réalisation de quelques activités parmi lesquelles, la tenue de la 5e session ordinaire du Conseil d'administration, l'organisation d'un atelier d'échanges et de partage sur l'opérationnalisation du FAIC, la tenue de la 6è session ordinaire. Mme Sanogo dira qu'en dépit des contraintes liées aux crises sécuritaires et sanitaires, des réels défis de gouvernance se présentent au FAIC. A ses dires, dans l'exécution de ses missions qui lui sont confiées, le FAIC est confronté à d'énormes difficultés parmi lesquelles, la non mobilisation de la dotation initiale des six milliards de F CFA, « qui reste toujours un défi à relever, et aussi la non introduction dans le circuit d'adoption de ses textes relatives à l'institution de la redevance cinématographique et audiovisuelle gage de la pérennisation des ressources pour le financement des projets cinématographiques et audiovisuels ». Le budget du FAIC est équilibré en recette et en dépense à la somme de 200 millions F CFA. La conseillère technique a félicité la direction du FAIC et tout le personnel « pour leur sens du devoir, leur disponibilité constante, leur solitude »

Mohamed Keita / Source : Arc en Ciel

fants, l'entretien de la mère, du « Projet Nutrition WASH « Damu Ni Wassa » sur la Nutrition, l'assainissement, les bonnes pratiques d'hygiène dans les 41 aires de santé du District sanitaire de Koutiala. Après son passage au département de la Promotion de la Femme, de l'enfant et de la Famille, Dr Diakité continue de travailler au service des femmes du Mali et plus que jamais à ASDAP.

Correspondance particulière / Source : Le Challenger

MTC-MSD : Ensemble pour un Mali uni et fort !



La formation politique Malien Tout Court-Mouvement pour la solidarité et le développement (MTC-MSD) dirigée par le dynamique et clairvoyant opérateur économique Ibrahim Diawara opte pour l'émergence d'une gouvernance vertueuse pour le bien-être des Maliens

Après l'aboutissement de grandes initiatives humanitaires du "Mouvement Malien Tout Court" qui lutte depuis des années à la recherche de la paix et de la cohésion sociale à travers tout le Mali (Bandiagara, Goundam, Tombouctou, Kidal, Ménaka) les nombreux membres ainsi que le Président Ibrahim Diawara ont pris la décision de s'impliquer dans la gouvernance future de notre pays. Ainsi, est né Malien Tout Court-Mouvement pour la solidarité et le développement (MTC-MSD).

MTC-MSD est une formation politique qui a pour objectif d'apporter sa contribution à l'émergence d'une gouvernance vertueuse pour le bien-être des Maliens. Elle est dirigée par Ibrahim Diawara, un opérateur économique qui est à la tête d'un groupe multinational dans plusieurs domaines aussi innovants que dynamiques.

La mission politique du Parti MTC-MSD consiste à renforcer les valeurs démocratiques au Mali par le biais d'approches rationnelles et constructives ; défendre une politique basée sur le patriotisme, l'exemplarité, le dialogue et l'éthique ; préserver les traditions, l'identité nationale dans toute sa diversité ; chercher à développer certaines valeurs qui ont fait notre glorieux passé ; créer un environnement favorable à l'emploi et à la formation de qualité ; impliquer tous les Maliens autant que possible dans la mission politique de notre parti.

La vision politique de la formation est de bâtir un Mali de paix, de justice sociale, de solidarité et de développement. Elle offre quatre (4) axes stratégiques. L'axe 1 porte sur la gouvernance, la paix et la sécurité. L'axe 2 « Développement économique pour un Mali prospère » vise à mettre l'accent sur l'agriculture, l'élevage, la pêche, le développement économique et industriel, la réalisation des infrastructures de qualité, les mines et ressources naturelles, les énergies et les technologies de l'information et de la communication.

SATISFECIT : M. Yeah Samaké Niankoro"



Nommé Personnalité de la semaine du 3 au 9 avril 2023, par le journal L'ECLAIRAGE. M. Yeah Samaké Niankoro, président d'honneur du Parti pour l'Action Civique et Patriotique (PACP), directeur exécutif de la Fondation Empower Mali, ancien maire de Ouesselbougou et ancien ambassadeur du Mali en Inde.

M. Yeah Samaké Niankoro est un homme politique et social brillant, avenant, courageux et altruiste, qui possède une aura exceptionnelle. Il se comporte avec humilité et n'a aucune prétention.

Ses innombrables investissements dans le développement durable sont connus et appréciés de tous. Il a apporté une contribution inestimable à l'économie du Mali et à l'amélioration des conditions de vie des communautés rurales et urbaines. Le président Yeah Samaké a réalisé et équipé plus de quarante écoles, creusé plusieurs puits d'eau et offert des kits scolaires, des vêtements et des denrées alimentaires aux couches les plus vulnérables à travers sa Fondation Empower Mali.

Il s'engage pleinement dans la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030, notamment en portant secours et assistance aux personnes les plus vulnérables, en luttant contre la pauvreté, en protégeant l'environnement, en promouvant l'éducation, la sécurité, la formation professionnelle et technique, l'accès à l'eau potable pour tous, ainsi qu'en œuvrant pour la paix, l'harmonie et la santé de tous les êtres humains, tout en favorisant la prospérité.

Le président Yeah Samaké adore sa famille, son travail, ses amis, ses collaborateurs, la lecture, le sport et la musique traditionnelle.

Bravo et bonne continuation !

La rédaction / Guindo Youssouf / Directeur de publication du journal L'ECLAIRAGE

Dans son axe 3 « amélioration du cadre de vie de la population malienne », une attention toute particulière sera accordée aux questions de santé, aux femmes et enfants, à l'environnement et assainissement, la lutte contre la pauvreté sans oublier culture et tradition.

Enfin, l'axe 4 « redonner l'espoir à la jeunesse » a pour ambition d'attaquer à la problématique de l'éducation, de l'emploi des jeunes et à la diaspora.

Le Parti est actuellement en pleine phase de structuration avec des assemblées électorales pour mettre en place les organes à travers le pays.

Source : Le Challenger

Impôts, Douane, Domaines et Trésor : L'État reconnaissant...

Pour leurs efforts à constituer l'assiette, les directeurs de la douane, des impôts, des domaines et du Trésor public ont reçu les félicitations de l'Etat. Une reconnaissance des plus hautes autorités marquée par la réception du Premier ministre.

En début mars 2023, le ministre de l'Economie et des Finances, Alousséni Sanou adressait des lettres de félicitations et d'encouragements aux directeurs de la douane, des impôts, des domaines et du Trésor public pour avoir atteint et même dépassé leurs quotas de budget annuel 2022. La direction générale des impôts a fait 101 %, avec une réalisation de 992,436 milliards de F CFA contre 986,940 milliards de F CFA d'objectifs assignés. La direction nationale des domaines a fait mieux en s'adjudgeant 107 %. Elle a atteint 162,347 milliards F CFA pour un objectif de 151,050 milliards de F CFA, soit plus de 11 milliards de dépassement. La douane, le Trésor ont accompli la même prouesse en dépassant largement leurs objectifs de recettes au titre de l'année 2022. D'où l'objet de la lettre de félicitations du ministre Sanou adressée aux quatre directeurs dans la première semaine du mois de mars.

Le mardi 27 mars 2023, le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga a reçu les quatre responsables des services de l'assiette au nom du président de la Transition, le colonel Assimi Goïta. La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de l'Economie et des Finances Alousséni Sanou et celui des Domaines, Bréhima Kamena.



Il s'agissait, pour le chef du gouvernement, de témoigner de vive voix, la reconnaissance de l'Etat, aux soldats de l'économie en cette période difficile pour notre pays. Un encouragement et une félicitation à leur endroit pour les efforts qu'ils continuent de fournir pour la bonne santé financière du Mali. Mathias Konaté des impôts, l'inspecteur général Amadou Konaté de la Douane, Abdoulaye Dicko, des domaines et Boubacar Ben Bouillé du trésor et de la comptabilité publique ont reçu du chef de l'administration publique les chaleureuses félicitations de l'Etat. "Il ne fait aucun doute que ce sont eux qui ont redonné au Mali sa souveraineté avec les Forces de défense et de sécurité, mais eux ne sont pas visibles", a témoigné Choguel Kokalla Maïga au cours de l'audience. Jamais des directeurs de services publics n'avaient bénéficié d'une telle marque de reconnaissance de la part des pouvoirs publics dans notre pays. Pourvu que l'exercice ait valeur pédagogique et se perpétue.

Abrahamane Dicko
Source : Mali Tribune

Coopération sino-malienne : Quand une équipe médicale chinoise arrive dans un village malien...

Qu'est-ce qui s'est passé quand une équipe médicale chinoise est arrivée dans le village malien de Mandenkirina ? Selon une fille locale, tout le village a accueilli l'équipe de la manière la plus chaleureuse, avec la plus grande courtoisie et les médecins chinois, à leur tour, ont apporté des soins avec la plus grande attention à tous les villageois. "J'ai demandé à ma mère pourquoi ils étaient si gentils avec nous, ma mère a dit que parce qu'ils sont Chinois, qu'ils sont des amis de notre peuple malien." Découvrons ensemble cette histoire émouvante racontée par la fille. "C'est ma maison, un village appelé Mandenkirina, à plus de 50 km de Bamako. Aujourd'hui, le village était très animé le matin. Tous les villageois étaient habillés des plus beaux vêtements avec un sourire éclatant sur le visage. Ils sont allés à l'entrée du village avec l'instrument de musique le plus aimé, même les doyens les plus respectés du village. Le village n'était jamais si vivant, même pendant la Fête de Tabaski. J'ai demandé à ma mère ce qui s'est passé. Maman m'a dit que parce qu'il y aura un certain nombre d'invités honorables à venir, soit les médecins chinois. Quand ils sont arrivés, tout le monde a fait joyeusement la danse la plus traditionnelle, les a salués de la manière la plus chaleureuse, avec la plus grande courtoisie. J'ai vu les doyens toujours sourire. À la fin de la cérémonie d'accueil, les médecins chinois ont immédiatement commencé à donner des consultations à



tous les villageois. Même les gens des villages voisins sont venus. Les petites salles de consultation étaient encombrées de beaucoup de gens. Les médecins chinois ont traité sérieusement tous les villageois. Ils leur ont aussi donné gratuitement des médicaments. Manque d'argent pour aller consulter les médecins à l'hôpital, de nombreux villageois malades ont souffert de la douleur pour longtemps. Cette fois-ci, ils étaient très heureux d'obtenir beaucoup de médicaments. Les médecins chinois ont également appelé les deux patients avec tumeur pour aller faire des examens à l'hôpital du Mali, afin qu'ils leur fassent gratuitement des opérations. J'ai demandé à ma mère pourquoi ils étaient si gentils avec nous. Ma mère a dit que parce qu'ils sont Chinois, ils sont des amis de notre peuple malien. Non seulement ils nous ont donné des soins médicaux gratuits, mais nous ont aussi fourni gratuitement des réparations routières, ainsi que l'installation des éclairages électriques et l'établissement de ponts. Ils font cela depuis de nombreuses années. J'ai compris enfin pourquoi les villageois les aiment tellement. Je veux dire : merci, la Chine."

Source : français.cgtn.com



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;

- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites;

Article 6: Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Lutte contre le terrorisme : 20 bases détruites et 168 terroristes neutralisés en mars 2023

La Direction de l'Information et des Relations Publiques des Armées Maliennes (DIRPA), a tenu hier lundi 3 avril 2023 sa traditionnelle conférence de presse dans sa salle de conférence de ladite structure. Cette conférence était présidée par le Colonel Souleymane Dembélé.



Le Colonel Dembélé Souleymane a indiqué que la peur a changé de camp et que les terroristes ont été terrorisés par les puissantes frappes aéroportées et aériennes des FAMA détruisant ainsi 20 bases de terroristes. Durant le mois de mars, dit-il, les FAMA ont pu neutraliser 168 terroristes, et elles déplorent 10 militaires tombés non pas dans les attaques de front, mais suite aux tirs d'obus.

La situation sécuritaire du mois de Mars 2023,

selon la DIRPA, a été marquée par des attaques contre les FAMA en statique ou en mouvement (embuscades, tirs indirects et poses d'EEI) aussi bien les FDS et les populations civiles. Elle se résume comme suit: Cinq (05) incidents EEI, douze (12) attaques directes et indirectes, des actes de braquages et d'assassinats ont été moins marquants par rapport au mois de février

En termes d'Opérations au profit des populations, le bilan a été très satisfaisant avec la

récupération des bétails et vivres. Plus d'une centaine de bœufs ont été récupérés dans la localité de Kaplo (Région de Sevaré). Plus de vingt sacs de 100kg de maïs ont été récupérés aux mains des terroristes dans la localité de Diakouri représentant les fameuses zakats instaurée par les groupes terroristes. Durant le mois de mars, les FAMA ont réalisé 150 escortes des véhicules et biens.

Évaluation de la situation sécuritaire

Rappelons que les FAMA ont rempli strictement les 3 dimensions de leurs missions (les opérations terrestres, aéroportée et les actions humanitaires) a effectué des activités incontestées de 184 vols d'appui feu, 119 vols de reconnaissance, 232 vols pour transport avec 3192 pax et 117,443 tonnes de cargo courant le mois de mars dernier, cela augure d'un effort remarquable définissant la montée en puissance des FAMA.

Respect des droits de l'homme

Selon la DIRPA, le respect des engagements et des droits de l'homme reste une priorité pour les FAMA. Les Forces Armées Maliennes appellent encore à la vigilance et à la retenue contre les vellétés de propagandes, d'intox et de désinformation de certains médias dont le seul but est de semer le chaos, la haine, la division et la désolation dans notre pays.

« Les Forces Armées Maliennes s'inscrivent dans le respect strict de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du Processus d'Alger et réitèrent leur respect strict aux Droits de l'Homme (DH) et du Droit International Humanitaire (DIH) », a indiqué le colonel Mariam Sagar, directrice Adjoint de la Direction de l'Information et des Relations Publiques des Armées Maliennes.

■ Binadjan Dombia

45 milliards pour la fourniture d'électricité au Mali : La BOAD apporte l'oxygène à l'EDM !

Les populations maliennes peuvent pousser un ouf de soulagement après l'annonce faite à la fin de la réunion en format hybride pour sa 134^e session ordinaire, à Bissau, le 28 mars 2023, du Conseil d'administration de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD). Environ 45 milliards de FCFA seront débloqués par la BOAD au profit d'EDM pour améliorer la desserte des populations en électricité.



Cette somme sera judicieusement utilisée pour permettre à cette société d'améliorer ses services en desserte des populations en électricité. Point n'est plus de rappeler que le Mali fait face à une crise énergétique avec des délestages intempestifs. Alors que le pays est en pleine période de canicule qui coïncide une fois encore à la période de jeun de Ramadan. Une période très difficile dont la demande en énergie est forte. En effet, réuni en format hybride lors de sa 134^e session ordinaire, à Bissau, le 28 mars 2023, le Conseil d'administration de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), sous la présidence de Serge Ekué, président de l'Institution, a examiné dix nouvelles opérations. Elles concernent le financement partiel des projets de plusieurs pays, membres de la BOAD.

Parmi ceux-ci figure en bonne place le Programme d'apurement de la dette des fournisseurs stratégiques de la Société Energie du Mali (EDM). L'opération contribuera à assurer la continuité de la fourniture d'électricité aux populations maliennes et à soutenir le développement économique et social du Mali.

Le coût de l'opération est chiffré à 45 milliards de nos francs. Voilà un véritable exploit enregistré par le ministre de l'Economie et des Finances, Alousseini Sanou. Il a réussi cet exploit avec le soutien et la bonne collaboration de la BOAD dont le vice-président en charge du financement et de l'investissement n'est autre que notre compatriote, Moustapha Ben Barka. Ce dernier siège au Bénin, au compte du Mali. C'est donc normal qu'il travaille en intelligence avec les autorités de Bamako pour défendre les intérêts du pays. Il est dans son rôle, et doit faire plus.

Avec la situation économique difficile du pays, le ministre Sanou se bat comme un beau diable pour multiplier les emprunts obligataires et tenter de profiter du maximum du partenariat existant entre le Mali et les institutions financières régionales.

C'est ainsi que les multiples actions du même ministre envers la BOAD ont permis, grâce à l'accompagnement et à l'efficacité du représentant malien, d'obtenir 8 milliards de FCFA pour la mise en valeur des plaines rizicoles de Tombouctou. Ce prêt a même été ratifié par le Conseil des ministres en janvier 2023, sous la

présidence du Colonel Assimi Goïta.

D'autres projets sont en cours à la BOAD pour la recherche de financement, notamment celui relatif à la sécurité alimentaire estimé à 25 milliards de nos francs.

Face à la crise financière occasionnée par la crise sanitaire de Covid-19 et la guerre en Ukraine ajoutée à l'insécurité dans le sahel, les financements extérieurs se font très rares au Mali. Ainsi, le gouvernement entend mettre à contribution tous les leviers de financement des projets et programmes où le pays est éligible au niveau sous-régional et régional comme l'UEMOA, la BAD, la BOAD... afin de faire tourner l'économie du pays, au profit des populations.

Après l'annonce de ce financement qui suscite beaucoup d'espoir chez nombre de Maliens, il est permis d'espérer que les 45 milliards de FCFA, obtenus auprès de la BOAD au profit d'EDM seront judicieusement utilisés pour permettre à profit une politique d'amélioration de la desserte des populations en électricité.

■ Binadjan Doumbia

Éducation aux valeurs olympiques : La 1^{ère} session des jeunes participants a vécu !

L'Académie Nationale Olympique du Mali organisée du 26 mars au 2 avril 2023 à l'Institut National de Jeunesse et des Sports (INJS), la 1^{ère} session des jeunes participants. Cette activité qui a regroupé 70 jeunes venant de diverses régions du Mali et de Bamako avait pour objectif de promouvoir la recherche, la culture et l'enseignement olympiques au Mali.



Cette activité a été présidée par le vice-président du CNOSM, Aboul Wahab ZOROMÉ représentant le président Habib Sissoko, de la directrice de l'Académie Nationale, Nènè TOURÉ, du directeur de l'INJS, Cheick KONATÉ et de plusieurs acteurs du monde sportifs.

Durant une semaine, les participants à cette première session des jeunes ont mené plusieurs activités à savoir, des visites découvertes, les ateliers sur l'éducation à la citoyenneté, les activités culturelles et artistiques, de l'innovation et de la créativité olympique...

Pendant son intervention, la représentante des jeunes participants, Awa Danssoko, a souligné que les participants étaient engagés matin-midi et soir dans une amitié sincère, dans le plus grand respect pour l'excellence souhaitée. Ainsi, elle a nom des participants promis de porter le flambeau, "plus vite, plus

haut et plus fort".

« Pendant ces moments passés ensemble, nous avons appris avec fierté de la citoyenneté par la montée des couleurs aux différents jeux éducatifs, nous vous donnons la garantie de prendre soin de ces enfants pour qu'ils soient suivis dans de bons relais entre les générations passées et le nouveau malien qui portera plus haut le drapeau de notre pays le Mali », a assuré le représentant des encadreurs.

Il a mis l'occasion à profit pour formuler quelques recommandations, à savoir des sessions régulières. « Nous, les encadreurs, souhaitons encore plus de session régulière pour une meilleure appropriation des valeurs olympiques et de façon tournaante. À savoir si on peut se rendre des régions », a-t-il souhaité.

De son côté, la Directrice de l'Académie Nationale Olympique du Mali, (ANOM), Nènè

TOURÉ, a rappelé que l'Académie Nationale Olympique du Mali est une commission du Comité Nationale Olympique et Sportif du Mali. « Notre rôle est de véhiculer les valeurs olympiques telles que le respect, l'excellence, l'amitié. Avec comme mission créer un Mali meilleur, un Mali de paix, sans violence », a-t-elle fait savoir.

À son tour, Aboul Wahab ZOROMÉ a au nom du président du CNOSM remercié l'ensemble des personnes qui ont œuvré pour la réussite de cet événement. Il a particulièrement salué les encadreurs pour le travail abattu durant une semaine. « Ce que nous avons vu aujourd'hui témoigne à suffisance tout le sérieux. Mettre les enfants d'horizons différents pour apprendre ensemble le socle de notre pays et tout l'esprit olympique », a-t-il conclu.

■ Maffenin Diarra

Garde Nationale : Fin de formation des CAT 1 et 2 Ouvriers

Le Chef d'état-major de la Garde nationale, Colonel Famouké Camara a présidé, le 31 mars dernier à la Place d'armes du Camp des Gardes la cérémonie de fin de formation des Certificats d'Aptitude Technique N°1 et N°2 Ouvriers. C'était en présence de personnalités telles que Yamoussa Camara, ancien ministre de la Défense et Gabriel Poudiougou, ancien Chef d'état-major général de la Garde nationale.



Selon le commandant des organismes de formation et d'entraînement de la Garde nationale, Commandant Cheick Oumar Touré, la cérémonie marque la fin de formation des Certificats d'Aptitude Technique N°1 et N°2 Ouvriers de la Garde Nationale du Mali. D'une durée de trois mois, cette formation avait pour but de renforcer et de perfectionner les capacités opérationnelles des futurs chefs de groupe et des chefs d'équipe afin de relever le niveau de nos vaillants soldats sur les différents théâtres des opérations au regard des défis du moment, a-t-il précisé. «Les élèves ont appris et exercé des modules comme l'instruction militaire tactique et technique ; l'éducation physique et sportive; la formation morale et sociale.»

A en croire le commandant Touré, «cette formation est une preuve tangible des plus hautes autorités de doter notre Armée de personnel efficace pour faire face aux défis sécuritaires actuels qui secouent notre pays.» Il a remercié les plus hautes autorités et, particulièrement, le Chef d'Etat-major de la Garde Nationale du Mali et tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la bonne organisation de ces formations. Prenant la parole, le Chef d'état major de la garde nationale a fait observer une minute de silence en la mémoire des victimes civiles et militaires tombés sur

le champ d'honneur pour la défense de la patrie. Débutées sous le leadership du GI Élisée Jean Dao, ces formations ont regroupé au total 1665 élèves, a souligné le Chef d'Etat-major de la Garde nationale. Colonel Famouké Camara a rendu hommage à son prédécesseur pour le bel héritage légué. « Elles ont été conduites conformément à la vision stratégique du Chef d'Etat-major Général des Armées et les directives opérationnelles relatives aux Théâtres des opérations. Elles avaient but de donner aux élèves des connaissances pour tenir leurs futures fonctions dans les unités organiques et celles engagées dans l'opération Maliko», a-t-il précisé : « c'est pour cela que ces formations ont fait l'objet d'une adaptation à la vision du commandement du Chef d'État-major de la Garde Nationale du Mali qui est : «une Garde nationale plus combative, professionnelle et bienheureuse ». Cette vision est mise en œuvre à travers la mission de «Consolider les Acquis et Renforcer les Capacités axées sur l'Homme (CAR-CH) ».

«En effet, caractérisées par une rigueur adaptée aux contextes des déploiements opérationnels, ces formations ont été sanctionnées par trois (03) évaluations dans les principaux centres de la Garde (Yanfolila et Toubaniso) à savoir un examen blanc à mi parcours, une marche de 50 kms pour le personnel féminin

et 100 kms pour les hommes dans le dernier mois et un examen final. Au passage, je voudrais dire que la majeure partie du personnel féminin a réussi à faire les 100 kms sur volontariat ».

Aux dires du Colonel Famouké Camara, les objectifs de la formation ont été atteints au regard des résultats obtenus. «Permettez-moi de vous rassurer que ces élèves ont été éprouvés par la rigueur et l'objectivité de la formation. Les nouvelles connaissances qu'ils ont acquises ouvriront, sans doute, la voie à plus de responsabilités dans leurs emplois futurs, surtout en opération ».

Il a annoncé que 38 élèves n'ont pas obtenu la moyenne militaire de 12/20 et un (01) élève a été exclu pour faute grave contre la discipline militaire et désertion en temps d'opération. Le Chef d'Etat-major de la Garde nationale a encouragé les ajournés à redoubler d'efforts durant les deux mois de formation qui a commencé le 1er avril dernier à Toubanisso. Le patron de la Garde a invité les nouveaux formés à commander avec fierté, exemplarité et surtout d'entretenir ces connaissances. Il a exprimé la gratitude de l'État-major de la Garde Nationale aux instructeurs, encadreurs, examinateurs et tout le personnel des Centres pour leurs remarquables efforts. Colonel Camara a remercié « les plus hautes autorités militaires qui ont donné les moyens pour la réussite de ces formations et surtout pour leurs soutiens constants pour le succès des Armes de notre Mali. »

Les trois premiers du CTA 1 et 2 ont reçu chacun une attestation. Trois instructeurs-encadreurs ont été gratifiés d'une lettre de félicitations. Un défilé a mis fin à la cérémonie.

C Doumbia

Source : Le Challenger

Djibril Diallo, président de l'APVRM : « Il faut que le gouvernement fasse une bonne politique de gestion sur les ressources minérales. »

Expert en géologie, minier et ayant travaillé dans beaucoup de zones aurifères au Mali, le président de l'association pour la promotion et valorisation des ressources minérales au Mali répond à nos questions. De l'historique de l'exploitation des ressources minérales au Mali en passant par les avantages de la valorisation du contenu local l'expert dit tout. Lisez !



Présentez-vous à nos lecteurs !

Je suis Djibril Diallo, expert en géologie et j'ai occupé plusieurs postes dans la recherche minière au Mali. Je suis également enseignant dans deux universités au Mali. Enfin, je suis le président de l'APVRM : Mali Dugukolo Nafa, (Association pour la promotion et valorisation des ressources minérales au Mali). L'objectif de cette association est d'aider les dirigeants à avoir une bonne politique qui puisse servir le pays dans le domaine des mines.

Pouvez-vous nous faire l'historique de l'exploitation des ressources minérales au Mali ?

Les ressources minérales englobent les mines, les carrières, le pétrole, le gaz, et même l'eau. En effet, les recherches minérales ont commencé depuis les années de l'indépendance,

à l'époque le Mali avait de très bonnes relations avec les Russes, l'URSS d'alors. Ils ont fait des Forages. Les mêmes russes ont aidé le Mali pour la découverte de la première mine industrielle au Mali, qui était à Kalana dans le cercle de Yanfolila. Cette mine a vu le jour en 1985 et était une mine 100 % malienne. Après la découverte de Kalana, les partenaires russes ont sur le plan militaire participé à la dotation en matériels de nos vaillants soldats. Cette mine a beaucoup contribué au renforcement de la coopération Mali-URSS. Après l'éclatement de l'URSS, il y a eu un programme de recherches minières qui était financé par la banque mondiale et les Nations unies. Ce projet s'appelait OR-BAGOYE piloté par Dr Madani Diallo. Ces recherches ont abouti à la découverte de la mine de Siam dans le cercle de Kadiolo, qui fut la deuxième grande du Mali. Malheureusement, l'époque a coïncidé avec le plan d'ajustement structurel de la Banque

Mondiale. Et la Banque Mondiale avait exigé au Mali de se désengager de tout ce qui est recherche minière et de ne pas dépasser une certaine participation dans ces sociétés minières. Ensuite, la mine de Morila et cette mine avaient une grande potentialité, qui a boosté la production d'or et le Mali est devenu ainsi le 3e producteur d'or en Afrique. Le Mali est un pays riche en or. Si cet or est bien exploité, le Mali sera le premier producteur en Afrique. Tel ne semble plus être le cas aujourd'hui, il y'a beaucoup de choses qu'il faut corriger.

Quelles sont les zones d'exploitations minières au Mali ?

Au Mali, nous avons deux régimes : régimes des mines et le régime des carrières. L'exploitation des carrières fait partie des ressources minérales du Mali. La plus grande carrière du Mali est la cimenterie de Diamou, c'était pour

la fabrication des ciments au Mali pour répondre aux besoins des Maliens. Malheureusement, cette usine ne fonctionne plus. Dans la zone de Kayes, nous avons des réserves de plus de 100 millions de tonnes de calcaire, mais malheureusement, ils ne sont pas valorisés.

Mais il faut reconnaître qu'il y a quelques usines qui sont en voie de valorisation de savoir l'usine Stone, CCM et la cimenterie de Gangoterie de diamond ciment. Le Mali avait deux districts miniers : Mali sud, zone de Sikasso, Siam Fourou, Bougouni, Yanfolila en passant par Sélingué jusqu'à kangaba.

Les mines qui sont en production dans le Mali sud sont Syama, Morila, Nampala, Faboula ex Wassoulor, Komana et kalana. Nous avons le Mali ouest : la zone de Kayes qui commence par Kéniéba jusqu'à la frontière du Sénégal. C'est une zone très riche en or. Dans la même zone, nous avons 5 à 6 mines qui sont en activité. A Kéniéba, il y a Fekola de B2GOLD qui est à Fagougou, la mine de Tabakoto EN-DVORD, le complexe Loulo - Gounkoto qui est l'une des plus grandes Mines en Afrique, et même dans le monde. Loulo - Gounkoto produit presque la moitié de la production du Mali. De nos jours, il y a Mali Nord qui s'étend de Gao jusqu'à Kidal.

Quelle est la ressource la plus exploitée au Mali et quelle est la production annuelle de cette substance minérale ?

Depuis l'indépendance, c'est l'or qui est à la base des ressources au Mali. C'est pour cela, le Mali est classé 3e producteur d'or en Afrique. L'or vient en première position, avec la découverte de Lithium dans la région de Bougouni, le Mali va devenir le premier producteur de Lithium en Afrique et le 3ème dans le monde. Il y a plus d'un million de Maliens qui travaillent dans le secteur des mines. Vous le savez, le Mali est un pays aurifère et cela ne date pas d'aujourd'hui.

Parlant de la production annuelle de l'or, elle est de 60 à 70 tonnes, selon les estimations du gouvernement. Mais il faut que les autorités fassent une bonne politique de gestion sur les ressources minérales. Ils doivent penser à installer les raffineries pour pouvoir contrôler les produits et créer beaucoup d'emplois pour les générations futures. 1 % du budget d'Etat vient de l'or et 10 % du PIB et l'or est le pre-

mier produit d'exportation au Mali. L'état doit valoriser ses ressources minérales.

Il y a combien de mines en activités au Mali ?

Il y a au total dix mines qui sont en activité et il y a certaines qui ne sont pas en activités. Nous avons deux sortes d'exploitations au Mali : l'exploitation artisanale qui n'est pas contrôlée par l'état et n'est pas du tout organisée par nos autorités compétentes. Dans les grandes mines, l'état a des difficultés parce que nous n'avons pas de raffineries d'or au Mali. Nous avons deux petites raffineries, comme Marena gold.

Est-ce à dire que l'or du Mali n'est pas raffiné au Mali ?

Non ! L'or du Mali n'est pas raffiné au Mali. Nos autorités n'ont pas une bonne vision pour le raffinage de l'or. Sans le raffinage, on ne peut pas maîtriser le secteur et les chiffres réels produits et le Mali ne peut pas gagner plus en vendant l'or brut. Pour ce faire, l'Etat doit obliger les compagnies minières à raffiner l'or sur place.

Quels sont les avantages de la valorisation du contenu local ?

La valorisation du contenu local va favoriser les sociétés locales. Il est plus que jamais nécessaire qu'on donne une grande place à nos sociétés locales pour que l'or puisse briller davantage pour le Mali.

Quels sont les impacts de l'exploitation minière sur l'environnement ?

L'orpaillage illégal fait des dégâts énormes sur l'environnement. Après le traitement, les orpailleurs jettent les résidus dans la rivière ou dans le fleuve qui peuvent polluer l'eau du fleuve ou la rivière. Donc, il est impératif de sauver notre environnement : il faut au préalable une étude d'impact environnementale et sociale.

Ainsi, c'est la mine qui doit expliquer aux populations l'utilisation du cyanure. Bref, l'état doit organiser le secteur local afin de lui apprendre à mieux respecter l'environnement après exploitation. A la fin du contrat des

mines, elles doivent réaménager le secteur.

Qu'en est-il de l'attribution des permis de recherche ?

Les permis de recherche sont très mal attribués par la DNGM. Il faut que l'état explique les conditions d'attribution du permis de recherche à la population. Souvent, les villageois pensent que l'état a vendu la terre aux miniers. Alors que ce sont les locataires de terre. Il y a aussi les orpailleurs traditionnels qui vont travailler sur la terre des détenteurs de permis. Alors qu'on n'a pas attribué les permis gratuitement. Donc, il faut sensibiliser la population, les orpailleurs traditionnels et les détenteurs de permis de recherche. Parce que ces détenteurs de permis de recherche payent des taxes et impôts à l'Etat alors que les orpailleurs traditionnels ne le font pas.

Tous les sites d'or du Mali ont été pris en otage par les détenteurs des permis de recherche. Aujourd'hui, à la DNGM, on n'a plus accès aux permis de recherche tellement que ces documents ont été distribués en désordre. Les permis de recherche sont sujet de spéculations au Mali. Il y a des personnes qui détiennent plusieurs permis, mais n'en connaissent pas la valeur et l'utilité.

Enfin, la chambre des mines doit sensibiliser la population à propos des permis de recherche. Parce que la détention de permis de recherche ne fait pas de vous propriétaire. Elle fait de vous locataire pour un moment bien déterminé, la terre appartient à l'état.

Quelles sont les solutions selon vous pour que les ressources minérales du Mali servent de levier pour sortir de la pauvreté et avoir sa souveraineté ?

Dans un premier temps, il faut créer des centres de formation professionnelle dans le secteur minier. Les orpailleurs, aujourd'hui, dépassent plus d'un million et il n'y a aucun centre de formation. Ensuite, il faut une grande école de mine. Enfin, l'état doit maîtriser les chiffres d'exploitation tout en développant les recherches.

Propos recueillis par A.T.Dansoko
et A.Ouattara
Source : Malijet



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Mis à terre par la Gouvernance chaotique : Le Mali se remet debout !

Délétère, la situation politique, économique, sociale et sécuritaire est allée de mal en pis depuis l'avènement de la III^e République. Mais avec la «rectification» depuis le 21 mai 2021 de la Transition consécutive à l'insurrection contre le régime d'Ibrahim Bou-bacar Kéita, est né l'espoir qu'un autre Mali est possible.

Dans sa parution N°1008 du jeudi 18 décembre 2014 "Le Challenger" a publié une synthèse du Rapport national sur le développement humain (RNDH) produit par l'Observatoire du développement humain durable et de la lutte contre la pauvreté au Mali (ODHD/LPC) édition 2014.

La démocratie malienne comporte d'importants acquis, mais aussi de nombreuses faiblesses relève le document qui note en outre un déséquilibre des pouvoirs en faveur de l'exécutif, le faible taux de représentation et la mauvaise organisation des élections.

A l'en croire, les partis politiques sont nombreux et moins représentatifs. La presse est peu professionnelle. La société civile a peu de capacités.

Selon le rapport, l'analyse de la gouvernance politique a levé le voile sur « toutes les ambiguïtés du fonctionnement régulier de notre système démocratique, à travers le consensus et un parlement trop muet face aux préoccupations majeures du citoyen ordinaire ».

L'administration publique est perçue comme inefficace et minée par la corruption. Le système de planification s'est considérablement affaibli avec l'avènement des politiques d'ajustement structurels et des programmes de lutte contre la pauvreté qui ont remplacé les plans de développement. Ils n'ont pas produit les résultats escomptés ni en termes de croissance ni en termes de réduction de la pauvreté. Dans le domaine de l'éducation, on enregistre des résultats quantitatifs avec une qualité en détresse.

Sur la gouvernance sécuritaire, les rédacteurs du RNDH étaient déjà plus critiques en 2014. « Les accords qui ont été signés depuis 1990 à la suite des négociations et leur application, même timide, ont été largement interprétés comme le signe de faiblesse de l'Etat malien

à contenir les menaces. Si ces différents accords ont permis d'apaiser momentanément la fronde, il faut noter que certaines de leurs causes ont fini par saper les fondements de la République du Mali ».

Selon eux, « la défense au Mali est quasiment approximative. Sa logique semble s'inscrire dans celle du pompier qui consiste à éteindre le feu dès qu'il embrase une zone, notamment celle du Nord ».

« La crise de 2012 au Mali a soulevé de nombreuses interrogations, remis en cause des certitudes et posé de multiples questions à propos de nos futurs proches et lointains. Elle a révélé les limites, en termes de failles, de forces et de faiblesses de nos systèmes de gouvernance politique, socio-économiques et sécuritaires », peut-on lire dans le document. Sur ce, le Rapport a adressé une batterie de recommandations au gouvernement, à l'Assemblée nationale, aux partis politiques, à la société civile et aux partenaires techniques et financiers. Des recommandations qui visaient à améliorer la gouvernance politique, économique, sociale et sécuritaire afin d'éviter au Mali de tomber dans une telle crise grave. Rien n'y fit. Elles n'ont pu éviter à notre Maliba de sombrer, de tomber en Charybde en Scylla. Car presque dizaine d'années après, il faut être de mauvaise foi pour nier l'évidence.

Au fil du temps et des élections...

En rappelant son échec dans la conduite des politiques publiques, Emmanuel Macron a juste confirmé le désaveu par les Maliens de leur classe politique. Constat établi au fil du temps et des élections à travers leur désaffection des urnes lors des semblants d'élections.

Sans doute piqués dans leur amour-propre par



cette déclaration tombée comme un cheveu dans leur soupe, le président français leur fait un mauvais procès, selon des acteurs politiques maliens.

Mais c'est connu : ils disent aussi vrai que des tapineuses jurant sur leur virginité !

La seule certitude, c'est qu'ici ou ailleurs dans le monde plus rien ne sera comme avant. Les autorités compétentes actuelles semblent avoir pris tôt la mesure de cette irréversible situation à travers un processus dit de rectification de la Transition consécutive au vent insurrectionnel qui a balayé le régime d'IBK. Depuis, est né l'espoir d'un Mali qui s'essaie à une gouvernance de rupture en commençant par se débarrasser d'alliés encombrants. Un Mali qui renoue avec ses vertus ancestrales et sa ferveur nationaliste des années de l'indépendance. Ainsi, outre les résultats probants sur l'insécurité réalisés par les Famas s'ajoute la réhabilitation des chefs coutumiers qui leur permet de retrouver l'autorité morale dont ils avaient fini par être privés. Sans oublier la réalisation, en un temps record à travers le pays au profit de plusieurs millions de personnes, notamment les couches les plus vulnérables, de la population, de centaines de forages et de châteaux d'eau dans les écoles, centres hospitaliers et villages, malgré le contexte particulièrement difficile.

Mohamed Koné,
Correspondant à Kadiolo
Source : Le Challenger

Prospective à l'horizon Mali 2020-2025 : Un tableau sombre

La démocratie malienne a atteint par moments le seuil de l'étouffement. Si nous ne prenons garde, elle risque de sombrer dans une agonie imparable. Nous sommes tous interpellés : gouvernants et gouvernés, citadins et ruraux, dirigeants, militants, et adhérents des partis politiques, leaders et membres des organisations de la société civile, leaders d'opinion, intellectuels, autorités religieuses et traditionnelles, etc.



Les recherches faites ont montré que la bataille menée sur le double front de la lutte contre la corruption et l'amélioration des conditions de vie des populations est loin d'être gagnée avec l'instauration de la démocratie. Il y a donc lieu de s'interroger sur les chances de survie de l'expérience démocratique. De façon plus précise, deux (02) questions fondamentales méritent d'être posées: Les Maliens perdront-ils foi dans un système démocratique qui tarde à réaliser leurs aspirations légitimes à une bonne gestion des affaires publiques et au mieux-être ? Une déception constituerait-elle un facteur de fragi-

lisation ou de remise en cause de l'expérience démocratique ?

La problématique de la survie de l'expérience démocratique malienne sera analysée à la lumière des théories courantes sur la compréhension de la démocratie et le processus de sa consolidation. La première théorie dite du choix rationnel soutient que le jugement que les individus portent sur un système démocratique se construit de façon raisonnée. Ils comparent les avantages et les inconvénients de plusieurs systèmes politiques et s'associent avec le système qui répond le mieux à leurs intérêts individuels et collectifs. Il va sans dire

que les paramètres qui influencent leur jugement sont essentiellement d'ordre économique. Cette idée des retombées économiques d'un système démocratique est traduite sous une forme un peu caricaturale par le concept de «la politique du ventre» imaginé par Jean François Bayart. Dans la logique de cette théorie, un système démocratique qui ne fait pas des avancées sur le plan économique sera boudé par les populations et aura tendance à se fragiliser, et à la longue, à disparaître. Si on devait jauger les chances de survie de la démocratie malienne à la lumière de la théorie du choix rationnel, on pourrait comparer l'ex-

périence démocratique entamée, depuis mars 1991, sans exagération aucune, à un navire qui traverse une zone de grandes turbulences, tangué, et prend eau de toutes part en vingt (20) ans de pratique démocratique, le maintien des grands équilibres macro-économiques et la croissance annuelle presque continue du produit intérieur brut, qui sont devenus une obsession des autorités, n'ont pas eu pour effet d'améliorer de façon notable le quotidien des Maliens.

La pauvreté et la corruption n'ont pas régressé, bien au contraire. Dans les grands Centres urbains, l'armée des jeunes diplômés sans emploi, véritable bombe sociale à retardement, reçoit tous les ans de nouvelles recrues. Dans le pays profond, les jeunes ruraux, attirés par les mirages de la ville, fuient en masse les villages et viennent grossir les rangs des désœuvrés dans les quartiers périphériques de

Bamako. Bref, le pronostic serait sévère : le navire de l'expérience démocratique malienne pourrait sombrer à tout moment dans les eaux agitées qu'il traverse. Ce pronostic est loin d'être le fruit des élucubrations d'un prophète de malheur. Il rejoint en plusieurs points l'analyse des experts qui ont réalisé l'étude prospective du Mali à l'horizon 2025, notamment les prédictions des troisièmes et quatrièmes scénarii de l'étude.

Les prédictions des troisièmes et quatrièmes scénarii de l'étude

Le troisième scénario dresse un tableau assez sombre, avec un contexte de marasme économique d'instabilité politique et d'agitation sociale marqué par la montée de l'incivisme des populations, la corruption prononcée de l'administration, l'exacerbation des revendications

corporatistes, la prolifération des partis politiques et des associations autour de personnalités préoccupées par leurs propres intérêts, le laisser-aller généralisé.

Le quatrième scénario présente une situation beaucoup plus catastrophique caractérisée par la régression économique, la baisse de l'aide au développement, la dégradation accrue de l'environnement, la montée du chômage, la généralisation de la pauvreté et de la mendicité, la dépréciation des mœurs consécutive à une perte des valeurs morales dans la société, etc. Pour faire face à ces graves périls, l'État adopte la stratégie du «tout sécuritaire». En cette période de dangers imminents qui menacent les fondements mêmes de l'État et de l'unité nationale, la mission de l'État se ramène essentiellement à la protection de la classe minoritaire des dirigeants et des possédants. Les prédictions de ces deux (02) scé-



narios confortent l'idée des difficultés de survie d'un système démocratique dans un contexte de marasme ou de régression économique.

Comme on doit se douter, la théorie du choix rationnel sur laquelle se fonde l'hypothèse du naufrage du bateau de la démocratie malienne a des limites. Si on pousse la logique de cette théorie jusqu'au bout, on dira qu'un système démocratique, quelles que soient ses prouesses sur le plan de l'implantation d'un système de gouvernance démocratique et quel que soit le degré de satisfaction des citoyens par rapport à ce système, sera boudé par ces mêmes citoyens s'il n'est pas performant au plan économique.

En d'autres termes, les citoyens seraient tentés de jeter le «bébé de la démocratie» avec «l'eau de bain de l'économie», selon la formule séduisante utilisée par Robert et ses collègues.

Une deuxième théorie plus nuancée suggère une double approche de la compréhension qu'ont les citoyens d'un système politique démocratique. Cette théorie dualiste fait un distinguo entre la conception «substantiviste» et la conception «procédurale» de la démocratie. Les personnes qui ont une conception substantiviste de la démocratie attachent une valeur instrumentale au système politique démocratique. Elles en attendent des avantages matériels et la promotion d'une certaine égalité sociale.

En termes clairs, elles jugent le système démocratique en fonction du panier de «biens économiques et sociaux» qu'il procure. Les personnes qui ont une conception procédurale de la démocratie attachent une valeur intrinsèque au système politique démocratique. Leurs attentes englobent des choses comme le respect des libertés individuelles et collectives, le choix des dirigeants par le biais d'élections libres et transparentes, l'existence de contre-pouvoirs véritables, le traitement équitable des citoyens par l'État, etc. Là, le jugement se fonde sur le contenu du panier des «biens politiques».

Certes, ces biens politiques ne sont pas une denrée de première nécessité, mais ils sont importants pour le bien-être des individus. Si on devait appliquer cette théorie dualiste au contexte malien, on pourrait affirmer que le panier des biens politiques est relativement fourni alors que le panier des biens écono-

miques et sociaux est relativement dégariné. Étant donné que la plupart des citoyens sont vraisemblablement des «substantivistes» et se classeraient donc dans le camp des sceptiques et des déçus, on peut espérer que l'opinion favorable de la minorité des «procédistes» constituerait un ballon d'oxygène pour le système démocratique. Toutefois, il ne s'agit guère d'un état de grâce permanent, car la survie et la pérennisation de l'expérience démocratique requièrent, dans le moyen et long terme, que le contenu des deux (02) paniers soit un tant soit peu équilibré.

La problématique de la survie de l'expérience démocratique malienne peut être analysée aussi sous l'angle de la théorie de la demande et de l'offre de démocratie. Cette troisième théorie suggère que le sort d'un système démocratique dans un pays donné est fonction de deux (02) paramètres:

- Le premier paramètre, c'est l'existence d'une demande réelle de démocratie dans ce pays, c'est-à-dire la croyance chez une grande majorité de l'élite et des citoyens ordinaires que la démocratie est bel et bien le mode préféré de système politique.

- Le deuxième paramètre, c'est la capacité des institutions politiques à procurer un degré de démocratie acceptable aux yeux des citoyens de ce pays. Selon cette théorie, la demande de démocratie contribue au processus de légitimation du système politique, tandis que l'offre de démocratie participe de son institutionnalisation.

Pour analyser le cas malien à la lumière de cette dernière théorie, nous ferons appel aux résultats d'une série de sondages d'opinion effectuée dans un certain nombre de pays africains, dont le Mali, entre 1999 et 20003. La série est connue sous le nom de «Afro Baromètre».

La demande de démocratie est mesurée sur une double dimension: la préférence pour un système politique démocratique et le rejet d'un système politique autoritaire. La plupart des Maliens pensent que la démocratie est préférable à tout autre système politique: 60% des personnes interrogées en 2001 contre 71% des personnes interrogées en 2003. La plupart des Maliens rejettent un régime militaire: 70% en 2001 contre 65% en 2003. La plupart des Maliens rejettent aussi un régime de parti unique: 73% en 2001 contre 71% en 2003. Ces chiffres suggèrent l'existence d'une forte

demande de démocratie au sein de la population.

Qu'en est-il de l'offre de démocratie ?

Elle est mesurée dans le sondage sur une double dimension: le niveau de démocratisation du système politique, et le degré de satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie. Là, les chiffres ne sont pas fameux. Le niveau de démocratisation est jugé bas. Seulement 23% des Maliens trouvent que le système politique est pleinement démocratique en 2001 contre 30% en 2003. En 2001, 37% pensent que le système politique est démocratique mais présente des problèmes majeurs contre 24% en 2003.

Sur le plan de la satisfaction des individus avec le fonctionnement de la démocratie, en 2001, 18% des Maliens sont très satisfaits, 17% un peu insatisfaits. En 2003, on trouve 81% d'insatisfaits dans la catégorie qui pense que le système politique malien n'est pas démocratique contre 14% d'insatisfaits dans la catégorie qui pense que le système est pleinement démocratique. Les résultats du sondage suggèrent globalement que l'offre de démocratie n'est pas satisfaisante au Mali. Si on devait appliquer la théorie de la demande et de l'offre de démocratie au contexte malien en utilisant les résultats des sondages de l'«Afro Baromètre», on pourrait dire que la démocratie malienne se tient debout sur une seule jambe. Elle est donc handicapée par une impotence partielle.

En effet, il existe une forte demande de démocratie, gage d'une certaine légitimation du système politique. Toutefois, l'offre ne suit pas, ce qui se traduit par un faible ancrage et une faible institutionnalisation du système démocratique.

La conclusion à tirer ici est que la survie et la consolidation de l'expérience démocratique au Mali requièrent la recherche d'un équilibre entre la demande et l'offre de démocratie, afin que le système démocratique puisse faire usage de ses deux (02) jambes pour se mouvoir.

Source: «Mali: Une démocratie à refonder» (Ali CISSÉ)

Source: Inter De Bamako

Biennale artistique et culturelle du Mali : La prochaine édition se tiendra du 6 au 16 juillet 2023 à Mopti

Le ministre de l'Artisanat, de la culture, de l'industrie hôtelière et du tourisme, Andogoli GUINDO, a procédé le vendredi 31 mars 2023 au lancement officiel de la Biennale artistique et culturelle qui se tiendra du 6 au 16 juillet 2023, dans la Venise malienne. Avec comme thème central : « Le Mali, une histoire commune, une seule nation, et même destin ».



C'était en présence de plusieurs gouverneurs de région ; des présidents de conseil régionaux ; des directeurs régionaux des arts, de la culture, de l'industrie hôtelière et du tourisme ; des autorités administratives, politiques et traditionnelles de la région.

Prévue pour se tenir en 2012 à Mopti, la Biennale artistique et culturelle, annulée pour raison de coup d'État, aura finalement lieu du 6 au 16 juillet 2023 à Mopti. La reprise de l'organisation de la Biennale artistique et culturelle est une recommandation forte des Assises nationales de la Refondation de l'État (ANR) et une volonté politique affichée du Colonel Assimi GOÏTA, Président de la Transition. Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'Action du Gouvernement, du Cadre Stratégique de la Refondation de l'État et de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation, issu du processus d'Alger.

Dans leurs mots introductifs, les notabilités de la région de Mopti ont unanimement remercié le Président de la République pour son engagement à organiser la biennale qui se

présentent comme étant une œuvre de renaissance du Mali.

Pour sa part, le gouverneur de la région de Mopti, le Colonel Major Abass DEMBELE, a précisé que l'ambition de Mopti est de mériter la confiance placée par les plus hautes autorités du pays à sa région. Ainsi, il a assuré de la disponibilité des cadres administratifs et politiques, des forces vives et de l'ensemble des populations de la région à accompagner cette initiative noble et salutaire des plus hautes autorités.

De son côté, le Ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme, Andogoli GUINDO, a précisé qu'après l'édition de Sikasso, la Biennale est tombée dans une hibernation qui a entraîné un étiolement du sentiment d'identité commune ; un délitement de la conscience nationale ; l'effritement des valeurs culturelles de solidarité, de tolérance, de cohésion sociale et du vivre ensemble, une diminution de l'élan de civisme, de patriotisme, de construction citoyenne et du don de soi.

« Mopti avait été proposée pour accueillir

cette édition 2023 et ce choix se justifie par le fait qu'au lendemain de la Biennale du cinquantenaire, tenue à Sikasso en 2010, le témoin a été passé officiellement à la Région de Mopti pour accueillir la prochaine Biennale », a-t-il expliqué .

Il a mis l'occasion à profit pour inviter les populations à se mobiliser comme un seul homme derrière le gouverneur de la région de Mopti afin de relever les défis de l'organisation.

Pour conclure, il a remercié le Président de la Transition, Chef de l'État, le colonel, Assimi GOÏTA pour sa vision éclairée, son soutien à l'organisation de cette manifestation culturelle et pour son engagement pour la dignité et la souveraineté retrouvée du peuple malien. Il a aussi remercié, le Premier ministre, Chef du Gouvernement, le Docteur Choguel Kokalla MAIGA et l'ensemble des membres du Gouvernement pour leur solidarité agissante.

■ Maffenin Diarra

Afri'actu : La Russie, l'aubaine ?

Le vendredi 31 mars 2023, la Fédération de Russie a dévoilé son nouveau concept de la politique étrangère. Lequel vise à établir un monde multipolaire plus équitable. Et, à cet égard, Moscou entend privilégier son partenariat avec l'Afrique. A laquelle une place importante est désormais réservée.



Dans une déclaration, dont l'Agence de presse multimédia Sputnik s'est fait l'écho, la Russie se dit "solidaire avec les États africains dans leur aspiration à établir un monde multipolaire plus équitable et à éliminer l'inégalité sociale et économique". Une inégalité qui, selon Moscou, "se renforce à cause de la politique néocoloniale ingénieuse de certains États occidentaux à l'égard de l'Afrique".

Mais la chose la plus importante que l'on peut retenir de ce nouveau concept est, notamment, le soutien que compte apporter le pays de Poutine à la souveraineté et à l'indépendance des États africains intéressés. Car il a prouvé qu'il est disposé à leur prêter assistance dans les domaines de la sécurité – alimentaire et énergétique – ainsi que de la coopération militaire et technique.

Une aubaine pour le Continent noir dont de nombreux États font cruellement face à des conflits intercommunautaires et au terrorisme international à eux imposé par des puissances

occidentales pour les affaiblir afin de s'accaparer de leurs ressources énergétiques et minérales ? Assurément !

Au risque de nous tromper, ce nouveau concept de coopération basé sur la multipolarisation dans les relations inter-états diminuerait l'influence de l'Occident. Mieux, il s'avère comme une perche tendue à l'Afrique pour mieux faire face à ses problèmes sécuritaires devenus endémiques par endroits, notamment dans les pays du Sahel confrontés depuis plus d'une décennie à ces guerres par procuration à eux livrées. Au grand dam de leurs économies !

La Russie, depuis que le Mali et le Burkina ont rompu leurs coopérations militaires avec la France, n'a-t-elle pas prouvé, en l'espace de quelques mois, que ce terrorisme peut bel et bien être combattu avec plus de résultats souhaités ? Évidemment.

Car dotés de vecteurs aériens et logistiques terrestres de dernière génération, que la France et ses alliés occidentaux leur refu-

saient, ces deux pays se réjouissent actuellement de la nette montée en puissance de leurs armées nationales. Le Mali et le Burkina Faso arrivent à contrôler leurs espaces aériens, lesquels ne peuvent plus être violés à leur insu. Ce sont les militaires maliens et burkinabè qui traquent désormais les terroristes jusque dans leurs bastions. Neutralisés de jour en jour, ces mercenaires sans foi ni loi sont plus que jamais déboussolés.

C'est ce type de coopération militaire russe dont l'Afrique a besoin pour sécuriser l'ensemble des États qui le composent. Puisque sans sécurité, pas de DEVELOPPEMENT. Alors que le monde occidental mettait tout en œuvre pour le contraire.

Vive donc la coopération russe, surtout dans son concept militaire !

Gaoussou Madani Traoré
Source : Le Challenger

Sénégal : La démocratie en souffrance

Macky Sall réussira-t-il par le truchement de la justice à écarter Ousmane Sonko de la course à la présidentielle?

Pays considéré comme la vitrine de la démocratie en Afrique de l'ouest, le Sénégal, par la folie pouvoiriste du Président sortant Macky Sall, est au bord de l'implosion et pour cause, des vives tensions existent entre la majorité et l'opposition au sujet de la candidature du très populaire opposant Ousmane Sonko. Ce dernier, à un pas du palais présidentiel sénégalais, est la cible du président sortant qui ambitionne de briguer un troisième mandat. Pour parvenir à barre la route à son opposant il a choisi la voie judiciaire en lui flanquant deux procès. La justice qui aurait dû être la dernière digue protectrice des plus faibles, se laisse manipuler par le prince du jour. Ousmane Sonko est englué dans deux affaires judiciaires au relent politique, la première pour viol et la seconde pour diffamation. Le but recherché par Macky Sall est sa condamnation afin de l'écarter de la course à la prochaine présidentielle prévue en 2024. Macky Sall réussira-t-il à écarter Ousmane Sonko en 2024 comme Karim Wade et Khalifa Sall en 2019 ? Le très mature peuple sénégalais dans toutes ses composantes et dans une très large majorité semble dire non à la mascarade judiciaire tendant à éliminer le redoutable opposant Ousmane Sonko de la course à la présidentielle de 2024. Le seul maître d'œuvre de cette sale besogne est sans nul doute Macky Sall. En fin de deuxième mandat, le Président sortant Macky Sall ambitionne de briguer un troisième, comme Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire et Alpha Condé de la Guinée Conakry. Pour atteindre cet objectif Macky Sall est prêt à utiliser tous les stratagèmes pour affaiblir ses adversaires à défaut de les écarter, c'est pourquoi le pouvoir sénégalais a choisi la justice pour mettre fin aux ambitions présidentielles d'Ousmane Sonko en instrumentalisant Hadji Sarr, cette masseuse d'un salon qui a porté plainte contre Ousmane Sonko pour viol. L'on se rappelle que cette première tentative a failli emporter le pouvoir par des manifestations violentes dans plusieurs villes du pays. Ce procès est toujours



en cours et l'issue est fortement attendue par une frange importante du peuple sénégalais, qui a déjà payé un lourd tribut et qui est encore prêt à en payer pour sauver son champion Sonko. Comme si cette affaire ne suffisait pas, c'est un ministre du gouvernement, Mame Mbaye Niang, qui porte plainte contre l'opposant Sonko pour diffamation. Tout porte à croire que cet acharnement judiciaire ne vise autre chose que d'écarter Ousmane Sonko de la prochaine présidentielle comme Karim Wade et Khalifa Sall en 2019.

Pour rappel le président Macky Sall est arrivé au pouvoir en 2019 en battant Abdoulaye Wade son ancien maître à penser. Ironie de l'histoire l'élève Macky Sall est en train de suivre la même voie que son maître. En effet, Wade, après avoir échoué à modifier la constitution pour passer la main à son fils Karim, a tenté un troisième mandat qu'il n'a pas pu emporter au second tour face au candidat Macky Sall de la forte coalition, le Rassemblement des forces du changement (RFC)/Benno bok Yaakar, avec l'aide de cette coalition Macky Sall a remporté l'élection présidentielle et il avait même fait campagne pour la limitation des mandats à deux et la réduction de son mandat de 7 à 5 ans. Il a fallu une révision constitutionnelle pour la réduction du mandat donc son premier mandat est resté à 7 ans. Comment celui qui a connu toutes ces turpitudes peut-il tomber dans le même piège que son prédécesseur Wade ? En voulant vaille que vaille écarter Ousmane Sonko de la course à la présidentielle, il court et fait courir à la dé-

mocratie sénégalaise le même sort que certaines démocraties, caractérisées par des violences inouïes qui pourraient aboutir à la chute de son régime à travers une insurrection populaire. Car qu'il soit dit en passant l'armée sénégalaise est une armée républicaine et le peuple sénégalais, un peuple mature, mais cette posture républicaine de l'armée ne saurait perdurer si les autorités continuent à semer la chienlit.

En somme, après avoir fait 12 ans au pouvoir avec un bilan au-dessus de la moyenne, Macky Sall doit désormais chercher une honorable porte de sortie, en renonçant non seulement à être candidat pour un troisième mandat, mais aussi et surtout en organisation des élections inclusives et transparentes pour que le Sénégal reste ce pays stable et cette vitrine dans une sous-région en proie aux changements anticonstitutionnels. Il serait en tout cas dangereux de ramer à contrecourant de la volonté d'une écrasante majorité du peuple, qui semble être favorable à Ousmane Sonko, d'où cette peur bleue du Président Macky Sall. Si le verdict du procès en diffamation est tombé, avec à la clé une condamnation à 2 mois de prison avec sursis, mais surtout le droit de son éligibilité reste intact il serait mieux que la plaignante Hadji Sarr, qui est manipulée à souhait, retire sa plainte pour la paix, la cohésion et la stabilité au pays de la Téranga.

Youssef Sissoko
Source : L'Alternance

Championnats nationaux d'Europe : Les résultats du week-end

Dans le cadre des championnats des pays d'Europe Malikilé fait le point sur les résultats des matchs du week-end dernier ainsi nous commençons par le championnat d'Angleterre. En Première ligue, les reds implorent à Manchester. Sans Haaland, Manchester City surclasse Liverpool avec brio et se replace à cinq points du leader Arsenal. Le collectif de Klopp n'a jamais fait illusion malgré l'ouverture du score de Salah à la 17^{ème} minute et a littéralement sombré en seconde période, martyrisé par des Skyblues supérieurs dans tous les domaines. J. Álvarez 27'K. De Bruyne 46'i. Gündoğan 53'

J. Grealish 90'+3 sont les réalisateurs de cette victoire citizen.

Newcastle met un gros coup. En effet ce dimanche à st jame's Park Newcastle s'est imposé 2-0 face à Manchester United et prend la 3^{ème} place du championnat d'Angleterre.

En Ligue1 - championnat de France L'OL fait tomber le PSG au Parc des Princes. Les joueurs de Laurent Blanc se sont imposé 1-0 grâce à un but de Barcola .

les lyonnais infligent ainsi au PSG leur 8^{ème} défaite en 2023.À neuf journées de la fin, le PSG compte 6 points d'avance sur Lens et

Marseille

Le championnat d'Espagne_liga bat son plein avec une grosse démonstration du Real !

Face à Valladolid, les Merengues s'imposent 6-0 grâce à un triplé de Benzema en 7 minutes et des buts de Rodrygo , Asensio et Vazquez.

En Italie, L'AC Milan corrige Naples.

Belle démonstration des Rossoneri qui n'ont fait qu'une bouchée du Napoli au Stadio Diego Maradona (4-0). Les milanais prennent ainsi la 3^{ème} place de la Serie A

Pour terminer en Bundesliga

Le Bayern Munich marche sur le Borussia Dortmund (4-2) pour la première de Tuchel .

Les Bavares récupèrent leur première place du classement au championnat allemand, après une rencontre notamment marquée par une boulette du gardien adverse.

Aicha Sanogo





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous exprimez un ras-le-bol qui en dit long sur votre manque de motivation. Envie de changement ou besoin de vacances, vous avez du mal à vous ressaisir, vous montrez des signes de fatigue. Vous avez besoin d'une évolution rapidement.

Si vous cherchez les difficultés, vous allez les trouver, car si vous envisagez de faire de nombreuses dépenses, vous risquez d'avoir des problèmes avec le gestionnaire de vos comptes, puis des conséquences fâcheuses pourraient en découler.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Malgré une humeur un peu pessimiste, votre travail est épargné. Vous parvenez à faire des efforts, grâce à l'énergie que vous procure Mars et ses transits. Votre fierté prend la relève ici, et vous arrivez à concilier parfaitement désirs et actions.

Le bon déroulement de votre situation financière vous redonne le sourire ! Votre travail est récompensé, et de bonnes nouvelles pourraient se produire dans ce secteur. Cela vous aide, et amène un peu de positivité dans cette journée morose.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous aurez du mal à vous défaire ou passer par-dessus un obstacle qui handicaperait votre progression. Mais vous ne lâchez rien dans la mesure où votre détermination sera intacte. Dans le cadre d'une association, celle-ci montrera ses limites.

Votre humeur déteindra sur vos dépenses et comme vous n'aurez pas la tête à acheter quoi que ce soit, ce sera du toute suite vu ! Vous ne parviendrez pas à vous décider sur le coloris d'un objet, si bien que vous remettrez cet investissement à plus tard.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Au cours de la journée, des passages de turbulences vous rendent grincheux. Vous êtes sur la défensive. Si vous faites un travail d'équipe, il est difficile pour les autres de supporter vos sautes d'humeur. Ça ne s'arrange pas jusqu'à ce soir.

Pour stopper une situation financière compliquée, donnez-vous du temps. Une chose après l'autre, vous ne pouvez pas tout reconstruire en un claquement de doigts. Ami Cancer, votre ténacité et votre courage vont finir par payer, c'est sûr !



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous avez largement les compétences que l'on vous demande pour pouvoir faire la différence. Aujourd'hui, cher Lion, dans le travail, vous recevez des appuis de qualité, avec l'envie de réussir, vous pouvez aller très loin. Croyez en vous !

Vos finances ne sont pas toujours maîtrisées, pourtant il va bien falloir vous faire une raison. Certaines irrégularités sont à prévoir, ne vous engagez pas dans un achat coûteux qui pourrait mettre vos comptes dans le rouge d'ici quelques mois.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous avez du mal à vous concentrer, votre esprit étant sans cesse en action ! Vous avez l'impression de partir dans tous les sens, et faites de gros efforts pour y arriver. Mais une grande volonté est présente aujourd'hui, vous en êtes conscient.

Des sommes d'argent insoupçonnées et inattendues pourraient bien vous parvenir ! Peut-être en relation avec votre profession, comme une prime ou une augmentation. De bonnes nouvelles, quoi qu'il en soit, qui sont toujours les bienvenues !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

La présence de Jupiter en Capricorne vous donnera plus de travail que d'habitude. Il sera parfois difficile ou vous aurez moins de temps pour accomplir ce que vous aurez à faire et vous vous mettrez la pression. Quoi qu'il en soit, vous serez au taquet.

Avoir un budget qui tiendra la route sera déjà une bonne nouvelle, mais si en plus, on vous accorde la possibilité d'augmenter votre pouvoir d'achat, ce sera encore mieux. Le Soleil dans votre maison VIII représentera un réel soutien pour négocier.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Dans le travail vous avez des bonnes idées, sauf que vous avez un peu de mal à les partager. En ce qui concerne vos réalisations, vous préférez rester discret. Mercure fait jouer ses relations, les échanges sont bénéfiques pour les nouveaux projets.

Vous n'échappez pas aux contraintes financières, voire aux complications (charges lourdes, factures impayées...), cependant, vous réussissez à gérer la situation avec calme et efficacité. Si vous avez envie de faire un beau voyage, il faudra attendre.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous cherchez un moyen de vous reconverter professionnellement, vous avez besoin d'indépendance et de liberté. Si vous travaillez actuellement dans une entreprise, des pourparlers s'engageront, vous pourriez négocier pour du télétravail.

Une journée de transactions s'annonce financièrement, vous pourriez oser faire un placement d'argent qui vous rapportera beaucoup d'argent dans un avenir proche. En manque d'information, vous vous rapprochez de votre conseiller de banque.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Votre discrétion naturelle est un peu compromise, vous semblez bien agité ! Mais les relations entre collègues sont parfaites, et votre ambition professionnelle toujours d'actualité. Modérez-vous un peu, au risque de surprendre tout de même !

Tempérez votre comportement, l'exagération générale est au programme ces temps-ci ! Le carré Soleil/Jupiter vous rend excessif en tout, et de par l'emplacement de ces transits, cela touche directement votre personnalité. La prudence est de mise !



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous aurez une longueur d'avance, ce qui vous permettra de vous placer en première ligne pour vous occuper de ce projet. Attention à ne pas aller trop vite dans votre empressément à le boucler, car vous pourriez en oublier des points importants.

Hyper réactif dès que vous aurez vent de ce souci sur votre compte en banque, vous le réglerez à la vitesse de l'éclair en prenant de court votre interlocuteur. Il n'en reviendra pas de votre rapidité à surfer sur le NET pour équilibrer vos finances.



Poisson (19 février - 21 mars)

Dans le travail, une nouvelle de dernière minute vous met dans l'embarras, aujourd'hui vous perdez votre temps, du coup vos nerfs lâchent et votre humeur change. Vous avez envie de tout envoyer balader. Vous ne supportez pas le manque de rigueur.

Cher Poissons, vos finances font la tête aujourd'hui, la faute à un trop-plein de dépenses, vous avez vu grand, peut-être trop ! Un regard rapide sur la gestion de votre budget devient urgent, ne cherchez pas de prétexte pour vous défilier.

L'information est l'oxygène des temps modernes



Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

1273 **Malikilé**



1274 **Malikilé**



1275 **Malikilé**



1276 **Malikilé**



1277 **Malikilé**



1278 **Malikilé**



1279 **Malikilé**



1280 **Malikilé**



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23